

# Alexander Hamilton et le Système Américain d'économie politique

## 3<sup>ème</sup> partie

### Rapport sur une Banque Nationale (13 décembre 1790)

Comme on l'a vu dans les deux premières parties sur le système américain d'économie politique d'Alexander Hamilton, la prospérité et le bonheur d'une nation sont liés aux possibilités de développement du potentiel créateur de la population et cela implique, entre autres, que le crédit soit abondant, puisque c'est ce qui permet au fermier d'emprunter pour acheter des semences, au manufacturier d'acheter la machinerie dont il a besoin, ou au capitaine de navire d'acheter la marchandise qu'il vendra et bien d'autres choses encore. C'est aussi ce qui permet au gouvernement d'investir dans des projets d'infrastructure (projets d'irrigation, trains à grande vitesse, centrales nucléaires etc.), qui créent des emplois et permettent d'augmenter la productivité du travail de la population. Les politiques d'austérité que les gouvernements d'Amérique du Nord et d'Europe ont adoptées depuis 35 ans ne font qu'appauvrir la société en plus de détruire les capacités créatrices de la population. Le droit à la poursuite du bonheur, proclamé comme droit fondamental dans la Déclaration d'indépendance américaine, n'existe pas de nos jours pour les dirigeants européens et nord-américains.

Mais comment faire pour que le crédit soit abondant en tout temps sans tomber dans un endettement qui mène le pays à la faillite? À l'époque d'Hamilton, le problème était un peu différent d'aujourd'hui parce que les diverses monnaies nationales étaient constituées uniquement de pièces d'or ou d'argent qui pouvaient servir pour le commerce entre nations en raison de leur valeur intrinsèque. Ainsi un pays qui produisait de l'or ou de l'argent était un pays riche, quelque soit par ailleurs son activité économique. Pour les autres, ils devaient l'acquérir (si nous excluons la guerre et le pillage) par leur production qui permettait d'exporter. Et même là, souvent, comme aujourd'hui, quoique pour des raisons différentes, le crédit pouvait manquer et la conséquence était que la main d'œuvre n'était pas complètement utilisée, ce qui est une grande perte pour la nation. Pour sortir de cette impasse, la colonie du Massachusetts, au dix-septième siècle, durant les quelques décennies où elle a joui d'une certaine indépendance, a créé le papier-monnaie pour servir à l'intérieur de son territoire et générer une activité économique qui permette en retour d'augmenter les exportations et ainsi d'obtenir l'or et l'argent qui lui faisaient cruellement défaut. D'un autre côté, des banques publiques existaient déjà depuis des siècles, lesquelles émettaient des titres qui remplissaient de façon limitée le rôle de la monnaie. Aux États-Unis, à l'époque où Hamilton écrit ses rapports, il n'existait que 3 banques publiques et elles ne généraient pas suffisamment de crédit pour le pays. La nation était en panne.

Dans son **Rapport sur une Banque nationale** que nous présentons ici, Hamilton répond au Congrès qui lui demande ce qu'il faut faire pour créer un crédit abondant pour la nation).

Serait-il suffisant que l'état émette du crédit selon les circonstances ou faudrait-il d'autres mécanismes? Hamilton commence par étudier comment les banques publiques aux États-Unis et en Europe génèrent du crédit.

Il note que les gens déposent leur or et leur argent en attendant d'en avoir besoin pour l'investir d'une façon ou d'une autre. Sans banque, l'or et l'argent des individus sont pour ainsi dire morts tant qu'ils restent chez les gens en attendant d'être activés. Par contre lorsqu'il est déposé à la banque, la banque peut le prêter sous forme de papier-monnaie et le rendre ainsi actif jusqu'à ce que l'individu doive à nouveau le retirer pour l'utiliser. La banque peut prêter non seulement ce que ses actionnaires possèdent mais une partie de ses dépôts puisque tous ses déposants ne réclameront pas tous leur argent simultanément. Par contre, si tout se faisait sous forme d'or et d'argent plutôt qu'avec du papier-monnaie, elles ne pourraient pas prêter plus que ce qu'elles et ses déposants possèdent. De la sorte il est estimé qu'une telle banque peut prêter 2 à 3 fois plus que le capital de ses actionnaires. C'est donc le crédit du pays tout entier qui se trouve augmenté considérablement et cela permet une augmentation de la production nationale. Hamilton souligne aussi que les banques publiques sont excessivement utiles parce qu'elles permettent au gouvernement d'obtenir facilement une aide financière et aussi parce qu'elles facilitent le paiement des impôts d'abord parce que ces paiements n'ont plus à se faire en or ou en argent

et ensuite parce qu'elles permettent aussi de prêter de l'argent à ceux qui en ont besoin pour les payer.

Pourtant, certains s'opposent aux banques publiques.

Ils disent que cela favoriserait l'usure parce que comme les banques exigent de la ponctualité dans les paiements, alors certains doivent emprunter à des taux usuraires pour repayer à temps. A cela Hamilton répond que les gens seront forcés de changer leurs habitudes et de régler leurs affaires à temps. Ce qui est excellent.

Il ajoute que la meilleure façon de combattre l'usure est de rendre le crédit abondant.

-Autre objection, cela empêcherait d'autres types de prêts car tout l'argent serait concentré dans les banques, et les banques à cette époque ne font pas certains types de prêts, par exemple des prêts immobiliers. Hamilton répond que non. Les prêts immobiliers et d'autres du même type continueront d'exister car beaucoup d'investisseurs considèrent que ces prêts offrent de meilleures garanties qu'une banque. Là encore, plus il y aura de crédit disponible et plus il y en aura pour tous les genres de prêts.

-Autre objection, l'abondance de crédit rendrait les gens imprudents ou encore cela favoriserait les aventuriers. Hamilton répond que ce n'est qu'un inconvénient mineur et que les dirigeants de banque apprendront à se défendre contre cela le mieux possible.

-Autre objection : les banques publiques feraient sortir l'or et l'argent du pays (puisque on en n'a plus besoin pour le commerce interne). Hamilton répond que les exportations d'or et d'argent des banques surviennent lorsque les banques utilisent ces moyens pour payer au nom du gouvernement ou des marchands pour acheter des choses à l'étranger. Mais les banques ne sont pas l'ennemi de l'or et de l'argent pour autant. En fait, en facilitant la production et le commerce, elles favorisent l'acquisition d'or et d'argent à l'étranger.

Autre objection : normalement, en l'absence d'institution capable de générer du papier-monnaie, une balance commerciale négative signifie que le pays manque d'or et d'argent et par conséquent, les habitants du pays sont forcés de changer leur comportement et de dépenser moins, tandis qu'avec une abondance de papier-monnaie, on ne s'apercevrait plus du resserrement du crédit et on dépenserait trop ce qui empirerait encore la balance commerciale. A cela, Hamilton répond que le soutien à l'industrie reste le meilleur moyen de corriger une balance commerciale négative. De plus, le papier-monnaie des banques reste lié à l'or et à l'argent que celles-ci possèdent. Donc les banquiers s'aperçoivent d'un problème dans la balance commerciale et y réagissent.

Hamilton déclare ensuite qu'il y a une pénurie de crédit particulière aux États-Unis. D'une part, depuis la nouvelle constitution américaine, il est désormais interdit aux différents états de créer du papier monnaie et, donc, une des sources les plus importantes de crédit est tarie. D'autre part une grande partie du crédit est monopolisée par ceux qui commencent une exploitation agricole qui demande quelques années avant de rapporter un profit et, en conséquence, il ne reste plus de crédit pour les manufactures etc... Il y a donc une très grande nécessité pour une augmentation du crédit disponible. Pourtant il faut éviter que le gouvernement fédéral émette du papier-monnaie à volonté, sinon cela se terminera presque nécessairement par de l'inflation. C'est pourquoi Hamilton propose de créer une Banque nationale qui fonctionne selon les mêmes principes que les banques publiques. C'est-à-dire qu'elle ne prête qu'en fonction du capital des actionnaires et qu'elle ne prête qu'à ceux dont l'investissement permettra de rembourser le prêt. L'ultime critère d'une banque publique c'est qu'elle ne veuille pas faire faillite et il doit en être de même pour la Banque nationale.

Même si c'est une institution de bien public contrôlée par du capital privé, il ne s'ensuit pas que les intérêts particuliers soit servis plus que l'intérêt public. Hamilton énumère un certains nombres de critères qui devraient servir pour créer une banque nationale sur une base solide :

1-Il propose d'abord que la banque ait un capital-actions de départ de \$10 000 000 fait de 25 000 parts de \$400 chacune et que chacun puisse devenir actionnaire. Ce capital permettrait de rendre le crédit abondant pour tout le pays.

2-Les directeurs de la banque seront exclusivement américains contrairement aux actionnaires. Ils seront élus par les actionnaires. On changera 25% des directeurs à chaque année. Il y aura un président qui sera aussi éligible et qui doit être élu à chaque année. - Le pouvoir de voter n'est ni égal à un vote par action ni à un vote par actionnaire mais à une combinaison des deux.

3- La Banque nationale fera les affaires du gouvernement ce qui lui garantira un profit important (par exemple elle recevra le dépôt de l'argent des taxes avant que cet argent ne soit alloué à son emploi particulier et cela lui permettra de le prêter à intérêt.)

4- Le gouvernement paiera 6% d'intérêts sur les prêts que la banque lui fera.

5-Les notes de la banque devront être acceptées partout dans la nation et c'est une des raisons pour lesquelles le gouvernement doit la surveiller de près. Le Secrétaire au Trésor des États-Unis pourra demander à chaque semaine un rapport sur le capital-actions de la banque, sur sa dette, sur l'argent déposé à la banque, et sur les notes en circulation et les espèces en main. De plus il a le droit d'inspecter les livres. Par contre le gouvernement ne dirige rien.

6-Le gouvernement peut aussi être actionnaire.

7- la dette ne doit pas dépasser le capital-actions.

8-La Banque nationale peut vendre des terres ou ce qu'elle possède mais elle ne peut transiger en rien si ce n'est en papier-monnaie, or, argent, et bien qui lui avaient été prêté. Elle ne peut prêter à plus de 6%.

9- La banque ne peut prêter plus de 50 000\$ au gouvernement ou à l'étranger, à moins d'obtenir au préalable l'accord du Congrès.

En conclusion, soulignons que les présentes banques centrales, comme la Réserve fédérale américaine, n'ont rien à voir avec la Banque nationale d'Hamilton, même si par un étrange abus elles s'appellent quelque fois banque nationale. La banque d'Hamilton, comme on l'a vu, avait un standard pour prêter. Elle ne prêtait qu'à ceux qui pouvaient rembourser. Sa façon de fonctionner était opposée à une création illimitée d'argent. Aujourd'hui la réserve fédérale américaine et la plupart des banques centrales européennes achètent la dette de leur gouvernement sans poser de question, ce qui permet aux gouvernements de dépenser sans compter. De plus, ces banques centrales, depuis la crise de 2008, pour aider des banques qui ont spéculé plus que de raison et qui sont menacées de faillite, achètent à prix fort les valeurs de ces banques qui ne valent rien comme les titres adossées à des prêts hypothécaires. Ce faisant, Elles n'agissent pas comme des banques soucieuses de leur profit et elles sont de fait en faillite. Ainsi, aujourd'hui, il y a une abondance de crédit pour les spéculateurs, mais pour le secteur productif de l'économie c'est l'asphyxie complète.

Par contre la notion de crédit des BRICS et de la Chine pour des banques de développement internationale, notion qu'avait promue Lyndon H. LaRouche depuis 40 ans, est correcte. Les prêts sont fait en fonction de générer des projets d'infrastructure qui enrichiront des pays ou des régions, qui pourront ainsi facilement repayer l'argent emprunté.

Ajoutons, que la Constitution américaine et la Déclaration d'indépendance sont faites en fonction de défendre le bien-être général et le droit à la poursuite du Bonheur, mais ce sont de vains mots à moins que la conception du crédit d'Hamilton soit appliqué.

Ainsi, les 3 rapports d'Hamilton définissent une économie prométhéenne, où la chose la plus importante pour un gouvernement est de promouvoir les pouvoirs créateurs de ses citoyens qui, dans un environnement favorable, sont tournés vers l'amélioration de son prochain et de sa postérité. -une leçon que les BRICS semblent avoir compris.

Il est grandement temps que les gens de bonne volonté se mettent à l'étude des trois rapports d'Alexander Hamilton.